

Dans certains pays industrialisés, par exemple, on a jeté le blâme sur la récession économique et l'inflation. Cette excuse, toutefois, fait fi de certaines vérités plutôt fondamentales. Il nous faut reconnaître que, si tous les pays industrialisés ont été aux prises avec de sérieuses difficultés économiques, il en est qui n'ont pas négligé leurs obligations envers le monde en développement. L'excuse en question néglige en outre la possibilité que notre échec à parvenir à un développement global plus équilibré ait renforcé dans une bonne mesure les facteurs qui ont nourri la récession.

Par ailleurs, nous attendons toujours des preuves tangibles de l'intérêt que les pays du bloc de l'Est disent porter au développement du tiers monde. Leurs excuses sonnent faux.

On a prétendu que les dépenses militaires avaient empêché une intensification de l'effort de développement, ce qui montre bien l'absurdité d'une situation où les nations du monde ont consacré l'an dernier plus de \$450 milliards à l'armement contre seulement \$30 milliards à l'aide publique aux pays en développement.

Depuis la dernière majoration substantielle du prix du pétrole, relativement peu des recettes des pays membres de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ont été recyclées vers les pays en développement, en dépit de l'accumulation d'excédents considérables. Nous comprenons que la hausse des coûts dans d'autres régions du globe a posé des difficultés à certains pays exportateurs de pétrole. Mais cette situation devrait faire ressortir d'autant la sagesse d'une participation accrue de l'OPEP, en tant que groupe, aux efforts en vue d'améliorer notre système financier international.

Enfin, un certain nombre de pays en développement doivent assumer eux-mêmes une part de la responsabilité. Il est difficile, pour les pays développés, de susciter le soutien du public à l'appui d'un accroissement de l'aide alors que certains pays en développement n'ont pas réussi à édifier structures et programmes qui puissent assurer une mesure adéquate de justice sociale dans la distribution des avantages qui découlent de l'aide internationale.

En toute équité, toutefois, il est également vrai que certains développements économiques et politiques ont entravé l'application des objectifs dont ont convenu pays développés et en développement il y a cinq ans. Dans le monde industrialisé, les effets combinés de la stagnation économique et de l'inflation ont persisté à un niveau que nous ne pouvions prévoir à cette époque. L'impact de cette conjoncture a porté un rude coup aux objectifs des pays en développement, comme l'a d'ailleurs fait le fardeau de la majoration du prix pour les pays en développement importateurs de pétrole. D'autre part, tant les économies nationales que l'économie internationale ont dû absorber le coût d'exodes de plus en plus nombreux de réfugiés dans diverses parties du monde. Il eut été très difficile de prédire cette situation il y a cinq ans.

J'estime en outre que notre action a été entravée par notre recours, au sein d'instances internationales, à des méthodes peu maniables de négociation des questions complexes qui touchent au processus du développement international. A cet égard, le Canada estime que les méthodes qu'il a utilisées il y a cinq ans pour parvenir à des